

**Zeitschrift:** Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

**Herausgeber:** Alliance de Sociétés Féminines Suisses

**Band:** 85 (1997)

**Heft:** 1404

**Artikel:** La démocratie inachevée

**Autor:** Sallin, Luisa

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-281191>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 31.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# LA DÉMOCRATIE INACHEVÉE

L'Union Interparlementaire, l'organisation basée à Genève qui regroupe 135 parlements, l'affirme: «En 1997, les femmes n'occupent que 11,7% des sièges parlementaires dans le monde et 7,1% seulement d'entre elles président des assemblées». Et d'ajouter que ces chiffres traduisent l'écart considérable qui sépare hommes et femmes en matière de pouvoir politique.

«De fait, la politique résume la manière dont la société fonctionne», note: Christine Pintat, responsable avec ses consoeurs Thanh Huyen, Balmer-Cao et Elisabetta Pagnossin-Aligisakis de l'étude comparée «Hommes et femmes en politique: la démocratie inachevée». Document exhaustif qui souligne que «les femmes devront tout d'abord conquérir une part égale du pouvoir au sein des partis politiques si elles veulent combler le fossé au niveau du parlement». Puisqu'à ce jour, la gente féminine est très représentée parmi les militantes de base, mais ne représente que 10,8% des chefs de partis et moins d'un tiers des effectifs de leurs comités directeurs.

## Considérées comme des partenaires

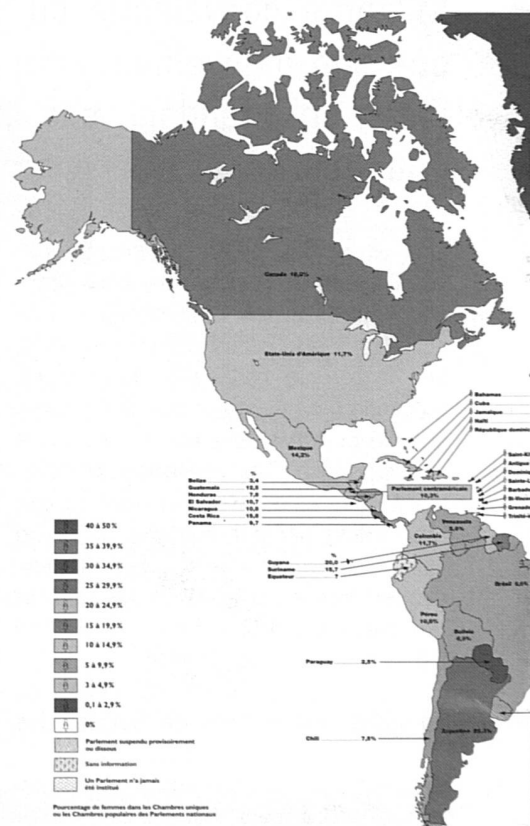
Exception faite des pays nordiques, les Etats ont une gestion politique qui exclut près de la moitié des ressources et talents humains: en l'occurrence ceux de leurs citoyennes. «Les pays nordiques ont eu une évolution sociale, une culture qui a été déterminée par le fait que les femmes sont considérées comme des partenaires au travail», estime Christine Pintat. Qui cite en exemple l'arrivée massive des femmes dans les médias, «ce qui a certainement contribué à changer un peu la dynamique et le discours politique». Mais notre interlocutrice insiste: «il reste dans le monde politique, un blocage au niveau des partis, et curieusement dans les pays qui vantent les plus anciennes traditions démocratiques». Et de citer la France et l'Afrique du Sud qui comptent respectivement 6,4% et ... 25% de femmes au parlement ! «Il est clair que des pays qui ont subi de profonds changements: indépendance,

accès d'une communauté à l'égalité, comme ce fut le cas du peuple noir en Afrique du Sud, etc, fait que les hommes renvoient moins facilement les femmes à leurs casseroles!». La Suisse compte 21% de femmes à la Chambre basse.

L'étude de l'Union Interparlementaire a ceci d'original, qu'elle analyse, pour la première fois, quelque 1000 partis politiques, les incitant au passage à dévoiler enfin la place qu'ils réservent à leurs membres féminines. Et l'Union Interparlementaire de les inciter à prendre les mesures adéquates pour parvenir à un partage plus équitable du pouvoir entre hommes et femmes. Et de reconsidérer la place de la femme dans les médias et le financement par les partis des campagnes électorales de leurs candidates. Ces éléments étant incontournables pour toutes celles qui choisissent de s'engager dans la voie difficile et coûteuse d'une campagne électorale.

## Le quota, un moindre mal?

Autre statistique à relever: dans les 43 pays dotés de parlement, où un nombre déterminé, sinon l'ensemble des sièges, sont pourvus par nomination, aucun d'eux ne compte plus de 20% de femmes parlementaires. Faut-il dès lors imposer des quotas pour réta-



## Les femmes dans les Parlements 1945-1995

En 50 ans :	1945	1975
Le nombre des Etats souverains et dotés d'un Parlement à septuplé de femmes parlementaires à quadruplé	26 Parlements 3,0 % de femmes Députés 2,2 % de femmes Sénateurs	115 Parlements 10,9 % de femmes Députés 10,5 % de femmes Sénateurs
La proportion globale de femmes parlementaires	61 Parlements 7,5 % de femmes Députés 7,7 % de femmes Sénateurs	136 Parlements 12,0 % de femmes Députés 12,7 % de femmes Sénateurs
La moyenne mondiale record a été atteinte en 1988, avec	1965 94 Parlements 8,1 % de femmes Députés 9,3 % de femmes Sénateurs	176 Parlements 11,8 % de femmes Députés 9,4 % de femmes Sénateurs

blir l'équilibre? «Vaste débat! Tout le monde les déteste par principe, y compris les femmes. Qui n'aiment pas être des femmes-quotas. Néanmoins, il est clair que là où il n'y a pas de quotas, il n'y a souvent pas de place pour les femmes!», conclut Christine Pintat.

Luisa Ballin

## Tout ce que vous auriez toujours voulu savoir sur les femmes au parlement sans jamais oser le demander aux partis...

- Selon l'étude de l'Union Interparlementaire, les pays qui ont enregistré la plus forte progression du nombre de femmes au parlement depuis juillet 1995 sont: Lituanie: 10,4%, Azerbaïdjan: 10%, Espagne: 8,5% et Nouvelle Zélande: 8%
- Les pays qui ont enregistré le recul le plus marqué depuis 1995 en matière de sièges occupés par des femmes: Trinité-et-Tobago: -7,8%; Slovaquie: -6,7%; Nicaragua: -5,6%; Italie: -4%; et Fédération de Russie: -3,1%
- Une fois qu'elles sont candidates, les femmes ont plus de chances que les hommes d'être élues en Afrique et dans les pays arabes, mais l'inverse demeure la règle dans toutes les autres parties du monde. Au sein de l'OSCE, les pays nordiques compris, les candidates ont moins de chances d'être élues au parlement.